

Du 14 fructidor, an 4 de la République Française  
une et indivisible.

31 août 96

## LES ADMINISTRATEURS du département de l'Ain,

*Aux administrations municipales et aux administrés.*

CITOYENS,

Cm

A110

FRC

9127

Les lenteurs qu'éprouvent le recouvrement des contributions de l'an 3 et de l'an 4, ont jetté le trésor public dans une situation pénible; c'est à vous à venir à son secours par le prompt acquittement de vos contributions; c'est à vous, administrateurs municipaux, à en activer le recouvrement.

La trésorerie nationale vient de tirer sur le receveur de ce département, des rescriptions payables à dix jours de vue en numéraire, jusqu'à concurrence de cent mille francs.

L'exactitude de ce paiement est placé sous la sauve-garde de votre républicanisme, de l'amour de vos devoirs et de votre responsabilité morale; le crédit public en dépend. Montrez au reste de la coalition, par le prompt acquittement de ces rescriptions, que le gouvernement n'est pas dans le dénuement que les ennemis du dehors affectent de publier, c'est une victoire que les défenseurs de la liberté vous laissent à remporter.

C'est au nom du crédit public que vous êtes sommés de payer, même par anticipation, la partie des contributions payable en nature ou en numéraire.

C'est au nom du crédit public, administrateurs municipaux,

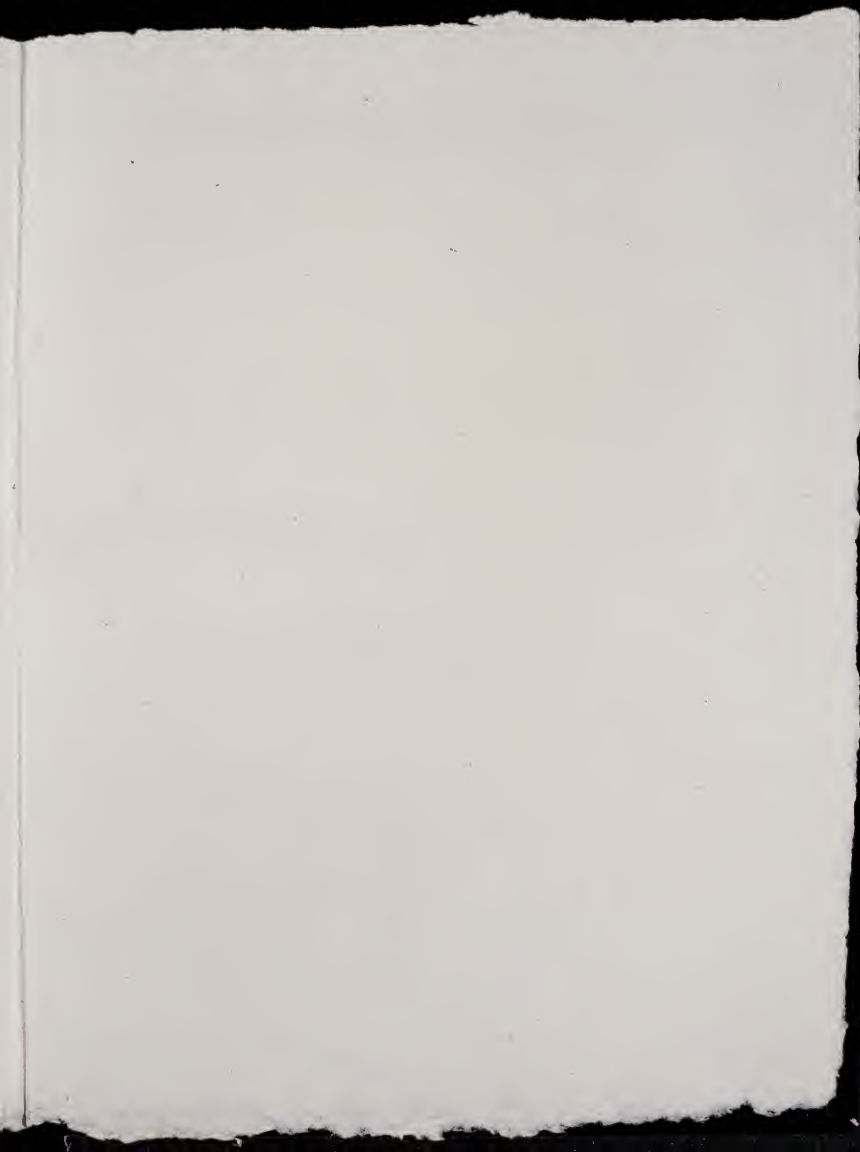
que vous êtes sommés de faire verser exactement dans les caisses des receveurs, les sommes reçues par les percepteurs des communes de votre arrondissement; c'est enfin sur votre zèle et votre amour pour la patrie, que nous comptons pour le plus prompt versement, des sommes payées chez le receveur du département.

*Salut et fraternité.*

*Signé au registre, J. B. ROUYER, président; BUCET, GUILLON, BAYOZAT, LESCOEUR, administrateurs; MORAND, commissaire du pouvoir exécutif, et MARCHAND, secrétaire-général.*

*Par extrait: MARCHAND, secrétaire-général.*





fya